



L'euro face à la crise de la dette : vers une plus grande intégration politique



Auteur : Alain Fabre

Malgré l'ampleur des moyens déployés depuis le début de sa crise, la zone euro demeure sous la pression des marchés financiers. Ces derniers redoutent que les divergences qui subsistent entre les différentes manières de résoudre la crise, ne finissent par entraîner des effets de contagion sur l'ensemble des Etats de la zone et les systèmes bancaires, déjà affectés par la tourmente financière de 2008-2009...

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Editorial - Franz Stock **Elections** : Pologne - Irlande **Crise financière** : Allemagne - Autriche - Chypre - Estonie - Finlande - Slovaquie
Commission : Rapport/Finances - Internet - Discours/état UE
Parlement : Gouvernance économique - Tourisme **Conseil** : Alimentation - Compétitivité - Partenariat oriental - Sécurité routière
Allemagne : Interview/Schäuble **Danemark** : Présidence UE - Gouvernement
Espagne : Constitution - Banques **France** : G20/Emploi - Budget 2012
Grèce : Austerité - Allemagne - France **Italie** : Patronat **Pologne** : Budget 2012
Slovénie : Elections **Suède** : Nobel/Médecine **Russie** : Démission
Ukraine : Timochenko/Procès **Eurostat** : Inflation - Chômage
Etudes/Rapports : Partenariat oriental - Diplomatie - Turquie
Publication : Révolution arabe - Agriculture **Culture** : Expo/Paris - Expo/Berlin - Expo/Degas - Expo/Berlin-Varsovie - Expo/Baselitz

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Qui paie commande



Le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani publie un éditorial sur son site intitulé "Qui paie commande" dans lequel il explique qu'il faut remercier la France et l'Allemagne pour leur action et leurs engagements dans la résolution de la crise de la zone euro. Ce sont ces deux pays qui "paient le plus pour venir en aide aux Etats membres en difficulté" ; à force de les critiquer, la règle s'inversera, et selon "le vieil adage français" : "qui paie(ra), commande(ra)"... [Lire la suite](#)

La résistance chrétienne au nazisme en France et en Allemagne.

Les Rencontres Franz Stock (1904-1948), en partenariat avec le Collège des Bernardins et le soutien de la Fondation Robert Schuman,



proposent le 7 et 8 octobre un colloque sur la résistance chrétienne au nazisme en France et en Allemagne... [Lire la suite](#)

Elections :

Elections parlementaires en Pologne



Le 9 octobre prochain, plus de 30 millions de Polonais vont renouveler les deux chambres du Parlement : la Diète (Sejm) et le Sénat (Senat). Les enquêtes d'opinion anticipent une victoire de la Plateforme civique (PO), parti du Premier ministre sortant Donald Tusk. L'écart avec son principal adversaire, Droit et justice (PiS), dirigé par Jaroslaw Kaczynski, s'est cependant réduit au fil des semaines. Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Homo Homini et publiée le 25 septembre, la Plateforme civique (PO) conserve la tête avec 33% des suffrages, suivie par Droit et justice (PiS) 28% ; l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) 12% ; le Parti populaire (PSL) 9%, et le Mouvement Palikot (RPP) 3,5%. Le 1er octobre, un sondage réalisé par l'institut Homo Homini pour la radio publique polonaise indique que la Plateforme civique (PO) obtiendrait 30,1% et Droit et Justice (PiS), 29,1%, le PSL aurait 10,4%, le SLD 9,9%, et le nouveau parti de gauche Ruch Palikota, 9%... [Lire la suite](#)

Présidentielle/Irlande



3,1 millions d'Irlandais sont conviés aux urnes le 27 octobre prochain pour élire le successeur de Mary Patricia McAleese à la présidence de la République qui ne peut pas se représenter ayant fait 2 mandats. Le Président de la République d'Irlande est élu au scrutin dit de vote alternatif pour un mandat de 7 ans qui peut être renouvelé une fois. Le poste est accessible à tout citoyen irlandais âgé d'au moins 35 ans ayant obtenu la signature de 20 membres de l'Oireachtas (parlement irlandais) ou bien celui d'au moins 4 conseils de comtés ou 4 conseils municipaux. 7 personnes sont candidates : Gay Mitchell, député européen, représente le Fine Gael (parti du Premier ministre Enda Kenny), Michael Higgins le parti travailliste, Martin McGuinness, vice-Premier ministre d'Irlande du nord, le Sinn Fein et 4 candidats indépendants : Sean Gallagher, Mary Davis, Dana Rosemary Scallon et David Norris. A noter que le Fianna Fail ne présente pas de candidat... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Allemagne



Le Bundestag et le Bundesrat ont approuvé le renforcement de garantie du fonds européen de stabilité financière (FESF), décidé par les leaders européens le 21 juillet. Le 29 septembre, 523 des 620 députés ont voté en faveur du projet du gouvernement. La chancelière allemande Angela Merkel a ainsi réussi à rassembler assez de députés de sa coalition gouvernementale pour obtenir une majorité de 315 députés de son propre camp qui ont soutenu le projet de loi, c'est-à-dire quatre de plus que nécessaire. Par ailleurs, le 30 septembre, le Bundesrat a avalisé, sans vote, l'élargissement du fonds de secours de la zone euro, scellant le feu vert de l'Allemagne au mécanisme... [Lire la suite](#)

Autriche



Le Parlement autrichien a approuvé le 30 septembre le renforcement du fonds de secours des 17 pays de la zone euro (FESF), ce qui fera passer la garantie autrichienne de 12,2 à 21,6 milliards d'euros. Le vote a été acquis par 117 voix pour, 53 contre, sur 170 députés... [Lire la suite](#)

Chypre



Le 29 septembre, le Parlement chypriote a voté à l'unanimité (avec une seule voix d'abstention) l'augmentation de la contribution de l'île au Fonds européen de stabilité financière. La contribution de Chypre passera ainsi de 863 millions à 2,02 milliards euro... [Lire la suite](#)

Estonie



Le 29 septembre, le Parlement estonien a approuvé à une large majorité l'élargissement de l'enveloppe et des compétences du Fonds européen de stabilité financière (FESF), 58 députés ayant voté pour et 18 contre. La contribution de l'Estonie à ce fonds devrait s'élever à environ 1,995 milliard euro... [Lire la suite](#)

Finlande



Le 27 septembre, le Parlement finlandais a approuvé le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) destiné à venir en aide aux pays de la zone euro en difficulté financière. Le vote a été acquis par 103 voix contre 66, 30 parlementaires étant absents. La coalition pro-européenne du Premier ministre Jyrki Katainen, détenant la majorité au Parlement, a soutenu ce vote, tandis que les partis d'opposition, le parti du Centre et de la formation nationaliste des Finlandais (ex-Vrais Finlandais) s'y sont opposés... [Lire la suite](#)

Slovénie



Le Parlement slovène a approuvé le 27 septembre l'augmentation du Fonds européen de stabilité financière (FESF), ce qui portera la garantie slovène de 2,1 milliards à 3,7 milliards euro. Le vote a été acquis par 49 voix pour, sur 90 députés, 4 députés votant contre et 24 s'abstenant... [Lire la suite](#)

Commission :

Rapport financier de l'Union européenne



La Commission européenne a publié le 30 septembre son rapport financier annuel. Selon le Commissaire en charge du budget, Janusz Lewandowski, environ 90% du budget de l'Union européenne sert à la réalisation de projets dans les 27 Etats membres. 300 millions d'euros ont été attribués au contrôle des frontières et à la gestion des migrations, 69 millions à la sûreté nucléaire ; plus de 2 000 petites et moyennes entreprises ont bénéficié du 7e Programme-cadre de recherche, et 293,000 bourses universitaires ont été accordées. Le taux d'exécution du budget atteint 97%. La contribution nette du Royaume-Uni au budget européen a doublé en trois ans. La contribution nette de l'Allemagne est de 9 milliards euro en 2010, soit 2 milliards de plus qu'en 2008. Celle de la France reste égale à 5 milliards euro. Les deux principaux bénéficiaires en 2010 sont l'Espagne (4 milliards euro) et la Pologne (8 milliards euro)... [Lire la suite](#)

Les réseaux sociaux doivent mieux protéger la vie privée des mineurs



La Commission européenne estime que les sites de socialisation sur internet pourraient mieux protéger la vie privée des mineurs qu'ils ne le font actuellement, notamment vis-à-vis des prédateurs sexuels, selon un rapport publié le 30 septembre. Le rapport portait sur la mise en oeuvre de "principes de l'UE pour des réseaux sociaux plus sûrs". Selon la commissaire européenne chargée des nouvelles technologies Neelie Kroes "les sites de socialisation doivent prendre au sérieux leurs responsabilités envers les jeunes"... [Lire la suite](#)

"Le renouveau européen"



Dans son discours sur l'Etat de l'Union, le 28 septembre, le Président de la Commission José Manuel Barroso a proposé une taxe européenne sur les transactions financières. Il a déclaré qu'après que les contribuables de l'Europe ont dépensé environ 4 600 milliards d'euros pour le sauvetage du secteur bancaire, il était temps que ce dernier contribue de son côté. Avec des taux minimes de 0,1% pour les actions et à 0,01% pour les obligations, 55 milliards d'euros pourraient être récoltés et contribuer aux budgets nationaux et européen. Lors de son discours, Barroso a également admis une crise

de confiance dans les institutions européennes, alors que, selon lui, la cause des problèmes actuels ne réside pas dans ces dernières, mais dans les intérêts nationaux dominants. Il considère avec appréhension la montée des nationalismes pour l'avenir européen. Il a enfin réaffirmé le rôle important de la méthode communautaire, plutôt qu'intergouvernementale, pour trouver une réponse européenne à cette crise majeure actuelle, plutôt que d'avoir des actions isolées des différents Etats membres. Afin d'échapper aux blocages découlant du principe de l'unanimité, la Commission pourrait même envisager un changement des traités... [Lire la suite](#)

Parlement :

Adoption de 6 textes sur la gouvernance économique



Le 28 septembre, le Parlement européen a adopté en plénière un paquet de six règlements et directives pour renforcer la gouvernance économique de l'Union. Désormais, les Etats membres avec de grands déséquilibres macroéconomiques, ne respectant pas les critères de stabilité, devront s'attendre à des sanctions automatiques de l'ordre de 0,2% du PIB. Un blocage des procédures ne sera plus possible qu'avec la majorité du Conseil. Les Etats devront s'expliquer publiquement, devant le Parlement. Des mécanismes de réaction rapide et un système d'alerte précoce complètent le paquet, qui doit encore être adopté par le Conseil, probablement début 2012. Le chef de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a félicité les députés pour les améliorations apportées, qui visent à mieux préparer l'Europe face à des crises à venir... [Lire la suite](#)

Tourisme



Le 27 septembre, lors de la Journée internationale du tourisme, le Parlement européen a adopté à une large majorité des mesures pour promouvoir le tourisme, qui constitue un secteur économique important pour l'Europe. Ce projet se concentre sur des fonds structurels plus ciblés, un label du tourisme de qualité et une harmonisation de la classification des hôtels, ainsi que de la TVA. Les résultats qui sont attendus sont la création de nouveaux emplois régularisés et la prévention de l'exode rural... [Lire la suite](#)

Conseil :

Étiquetage des produits alimentaires



L'étiquetage des produits alimentaires sera désormais harmonisé et plus complet. Le 29 septembre, le Conseil de l'Union européenne a adopté en deuxième lecture un texte de compromis avec le Parlement européen, qui vise à mieux informer les consommateurs. L'indication d'allergènes, de la valeur énergétique, et des quantités de matière grasse (saturé), glucides, sucres, protéines et sel sera désormais obligatoire. Les autorités européennes espèrent qu'étant mieux informés, les Européens s'alimenteront mieux, réduisant l'obésité et les maladies liées à une mauvaise alimentation... [Lire la suite](#)

Compétitivité



Les 27 ministres chargés de la Compétitivité, réunis les 29 et 30 septembre, ont adopté des conclusions pour une meilleure utilisation des ressources naturelles afin d'améliorer la compétitivité, notamment industrielle, de l'Europe. Les ministres ont également évoqué la réforme des politiques de standardisation, des brevets et de la directive sur les compétences professionnelles. En ce qui concerne la recherche, les ministres sont parvenus à un accord concernant la participation aux projets d'Euratom, ainsi qu'en matière d'impact sur la population des changements démographiques... [Lire la suite](#)

Partenariat oriental

En préambule du sommet du Partenariat oriental qui se tenait à Varsovie les 29 et 30 septembre, l'Union européenne avait décidé de n'engager aucune forme de coopération avec la Biélorussie sans



libération des opposants politiques ; de nouvelles sanctions européennes sont envisagées si la situation n'évolue pas. La Biélorussie a décidé le 30 septembre de ne pas participer à ce sommet. La situation en Ukraine pèse également sur l'atmosphère de ce deuxième sommet qui a pour ambition de promouvoir la démocratie. Les Européens sont mécontents du traitement judiciaire réservé à l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko. Le sommet s'est achevé sur l'annonce du versement d'un million d'euros à un Fonds d'assistance technique en faveur des pays du Partenariat oriental, lancé par la Banque européenne d'investissement (BEI)... [Lire la suite](#)

Sécurité routière



Le Conseil a adopté le 29 septembre, sur la base d'un texte arrêté avec le Parlement européen en deuxième lecture, une directive sur l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière. Cette directive vise à lutter contre les infractions routières qui menacent gravement la sécurité routière, en facilitant l'échange transfrontalier d'informations. Un État membre dans lequel une infraction a été commise avec un véhicule immatriculé dans un autre État membre sera en mesure d'identifier le détenteur du véhicule et de déterminer qui est personnellement responsable de l'infraction, afin que des sanctions puissent être appliquées... [Lire la suite](#)

Allemagne :

pour un président de l'UE élu



Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble plaide à nouveau, dans un entretien avec l'hebdomadaire "Die Zeit", publié le 28 septembre, pour une élection au suffrage universel direct d'un président de l'Union européenne. "Si nous regardons vers l'avenir, ce qui serait plus important qu'un ministre des Finances européen - et je n'ai rien contre un ministre des Finances européen - serait de réfléchir à un président de l'Union européenne", a-t-il déclaré... [Lire la suite](#)

Danemark :

Priorités/Présidence UE



Le Danemark a dévoilé un projet de calendrier pour la Présidence du Conseil de l'Union européenne que le pays assurera à partir de janvier 2012. Le projet, publié le 27 septembre, montre les grandes orientations stratégiques qui sont : la relance de l'économie, le renforcement de la politique étrangère commune et le rapprochement entre l'Union et ses citoyens. Le site de la présidence danoise en cours de construction est disponible à l'adresse suivante : <http://www.eu2012.dk/>. [Lire la suite](#)

Nouveau gouvernement



Helle Thorning-Schmidt, dont le parti social-démocrate a remporté les élections législatives le 15 septembre, a été officiellement nommée Première ministre le 2 octobre par la reine Margrethe II. Elle a présenté son gouvernement le 3 octobre. La nouvelle coalition gouvernementale comprend le parti social-démocrate du Premier ministre, le parti populaire socialiste et les sociaux-libéraux. Le leader du parti socialiste Villy Soevndal occupera le poste de ministre des Affaires étrangères, alors que le conseiller économique de Thorning-Schmidt, Bjarne Corydon, deviendra ministre des finances. Mme Thorning-Schmidt, qui devient ainsi la première femme à diriger le gouvernement danois, succède à Lars Løkke Rasmussen. Le nouveau gouvernement prévoit d'investir plus d'un milliard d'euros de fonds publics dans la relance de l'activité économique du pays... [Lire la suite](#)

Espagne :

La stabilité financière inscrite dans la Constitution



Le Premier ministre espagnol, José Luis Zapatero, a assisté le 27 septembre à une cérémonie au palais royal au cours de laquelle le roi d'Espagne, Juan Carlos, a ratifié la réforme de l'article 135 de la Constitution espagnole. Cette réforme votée en début de mois par les deux chambres parlementaires introduit dans la constitution l'obligation de stabilité budgétaire... [Lire la suite](#)

Recapitalisation de 4 caisses d'épargne



L'Etat espagnol recapitalise quatre caisses d'épargne en injectant un montant de 7,551 milliards d'euros. Cette intervention marque la fin d'un processus de recapitalisation débuté en 2009, a déclaré la banque d'Espagne dans un communiqué de presse le 30 septembre... [Lire la suite](#)

France :

G20/Emploi



Le 26 septembre, le Président français Nicolas Sarkozy a défendu devant le G20 des ministres du travail réunis à Paris : "une régulation sociale mondiale". Nicolas Sarkozy a rappelé que "la crise a provoqué des effets dévastateurs sur le marché du travail (..)" ajoutant que "le G20 ne conservera sa légitimité que s'il parvient à démontrer son efficacité en faveur de la croissance et de l'emploi". C'est dans ce sens qu'il a exhorté à ses partenaires la mise en place de ce "socle de protection minimale dans tous les pays"... [Lire la suite](#)

Budget 2012 : réduction des déficits



Le gouvernement français a présenté le 28 septembre un projet de budget pour 2012 prévoyant une baisse du déficit: le déficit public doit passer de 5,7% du Produit intérieur brut (PIB) cette année à 4,5%. La loi de finances pour 2012 projette le recul du budget de l'Etat de 95,5 milliards euro cette année à 81,8 milliards. En revanche, la dette publique de la France sera plus élevée que prévue : déjà attendue à un niveau record de 85,5% du PIB cette année, elle culminera à 87,4% en 2012. En outre, la croissance de l'économie hexagonale sera plombée par un déficit commercial record: 73,8 milliards euro l'an prochain ; cependant l'inflation devrait ralentir de 1,7% en 2012... [Lire la suite](#)

Grèce :

Réduction de la fonction publique



Le Premier ministre grec George Papandréou a présidé le 2 octobre une réunion du conseil des ministres pour fixer le plan de réduction de la fonction publique exigé par les créanciers internationaux de la Grèce pour maintenir leur aide. A la suite de nombreuses consultations avec des auditeurs de la troïka des bailleurs de fonds de la Grèce (UE, FMI, BCE), le gouvernement grec semble avoir mis au point un mécanisme de "réserve de main-d'oeuvre", où seraient placés quelque 30 000 salariés du secteur public. Les ministres ont examiné le projet de budget 2012. Selon ce projet, le déficit budgétaire de la Grèce sera ramené à 8,5% du PIB en 2011 contre 10,5% en 2010. La Grèce n'atteint pas son objectif de réduction du déficit public fixé en juin pour 2011. Par ailleurs, la Grèce devrait traverser sa 4e année consécutive de récession en 2012, le PIB grec devant se contracter de 2,5% sur l'année. Ce projet est examiné ce jour par les ministres des Finances de la zone euro et demain par les ministres des Finances de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Allemagne

Lors d'un entretien avec le Premier ministre grec, George Papandreou, le 27 septembre à Berlin, la chancelière allemande, Angela Merkel, a déclaré que l'Allemagne voulait une Grèce forte dans la zone euro.



D'après la chancelière, l'Allemagne est prête à donner tous les aides nécessaires. Toutefois, les obligations de rigueur doivent être respectées par la Grèce. En plus des plans de rigueur, la Grèce doit aussi investir pour relancer son économie... [Lire la suite](#)

France



Le président français Nicolas Sarkozy a reçu le 30 septembre le Premier ministre grec George Papandréou qui a répété que le gouvernement et le peuple grecs étaient "déterminés à faire les changements nécessaires" pour améliorer la situation financière du pays. Le chef de l'Etat français a précisé que le respect des promesses serait dorénavant vérifié "pas à pas" par des "collaborateurs européens" dépêchés à Athènes. "L'échec de la Grèce serait l'échec de toute l'Europe", a précisé Nicolas Sarkozy... [Lire la suite](#)

Italie :

Manifeste pour la croissance



Le patronat italien a publié le 30 septembre un manifeste pour la croissance afin de "sauver l'Italie" du "déclin" et de restaurer sa crédibilité sur les marchés. "L'Italie est à un carrefour. Elle peut choisir entre la voie des réformes et de la croissance dans un contexte de stabilité des finances publiques ou au contraire glisser inéluctablement vers un déclin économique et social", déclarent les organisations patronales, dont la Confindustria, dans ce manifeste... [Lire la suite](#)

Pologne :

Budget 2012



Le gouvernement polonais a approuvé le 27 septembre un projet amendé de la loi de finances pour 2012 qui table sur une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 4% contre 4,1% attendus cette année. "L'économie forte de la Pologne entre dans une période de fortes turbulences que connaît l'économie mondiale", a déclaré le ministre des Finances Jacek Rostowski. Le gouvernement de Donald Tusk table pour l'an prochain sur un déficit public réduit à 2,9% du PIB, contre 6,5% prévus en 2011, et sur une inflation annuelle moyenne de 2,8%, contre 3,5% cette année. La dette publique devrait baisser légèrement, à 53% du PIB à la fin de 2012 comparé à 53,8% à la fin 2011, a indiqué M. Rostowski... [Lire la suite](#)

Slovénie :

Elections anticipées



Le Président slovène Danilo Turk a annoncé le 28 septembre que des élections anticipées auraient lieu le 4 décembre. Le gouvernement slovène, dirigé par Borut Pahor a été renversé le 20 septembre après avoir perdu le vote d'une motion de confiance au parlement. Le président slovène a en outre ajouté que "conformément à la constitution, [il] dissoudrait le parlement le 21 octobre"... [Lire la suite](#)

Suède :

Nobel/Médecine



Le 3 octobre, le Prix Nobel de médecine a été décerné à Bruce Beutler (USA) et Ralph Steinmann (Canada) conjointement, ainsi qu'au Luxembourgeois Jules Hoffmann, pour leurs analyses du système immunitaire. Hoffmann est un chercheur européen, ayant fait ses études et recherches principalement en France (Strasbourg), mais aussi en Allemagne (Marburg)... [Lire la suite](#)

Russie :

Démission



Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a nommé le 27 septembre Anton Silouanov ministre des Finances par intérim et chargé le vice-Premier ministre, Igor Chouvalov, de superviser l'économie et les finances après la démission forcée d'Alexeï Koudrine. Ce dernier a fait savoir qu'il refuserait de participer à un gouvernement dirigé par Dimitri Medvedev alors que celui-ci a annoncé la semaine dernière aux côtés de Vladimir Poutine qu'ils échangeront leurs postes en 2012, lors des prochaines élections présidentielle et législatives en Russie... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Timochenko/Procès



Les procureurs ukrainiens ont requis sept ans de prison contre Ioulia Timschenko le 27 septembre. L'ex-Premier ministre et opposante au Président Viktor Ianoukovitch est accusée d'avoir abusé de son pouvoir en signant des accords gaziers avec la Russie, défavorables à son pays en 2009. L'Union européenne suit de près le procès et demande la libération de la femme politique. Une porte-parole de la Haute Représentante Catherine Ashton, a appelé l'Ukraine le 28 septembre à respecter le principe de transparence, "particulièrement important dans un pays avec lequel nous envisageons d'approfondir notre relation contractuelle". L'ambassadeur de l'UE en Ukraine a haussé le ton le même jour en déclarant que "le message n'a pas été entendu et que se poursuit un processus qu'on voudrait éviter pour le bien de l'Ukraine et de ses relations avec l'UE". I. Timochenko a qualifié son procès de "lynchage politique" le 29 septembre. Le verdict sera rendu le 11 octobre, a annoncé le juge Rodion Kireyev le 30 septembre... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Inflation



Le 30 septembre, Eurostat a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de septembre. Dans la zone euro, l'inflation est estimée à 3%, soit +0,5 point par rapport au mois d'août... [Lire la suite](#)

Chômage



Selon les chiffres publiés par Eurostat le 30 septembre, le taux de chômage s'est établi dans la zone euro à 10% en août 2011, stable par rapport à juillet. Il était de 10,2% en août 2010. Dans l'Union européenne, le taux de chômage s'est élevé à 9,5% en août 2011, stable par rapport à juillet. Il était de 9,6% en août 2010. Selon les estimations d'Eurostat, 22,785 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2011 dans l'Union européenne, dont 15,739 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2011, le nombre de chômeurs a baissé de 62 000 dans l'Union et de 38 000 dans la zone euro. Comparé à août 2010, le chômage a reculé de 300 000 dans l'Union et de 215 000 dans la zone euro... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Partenariat oriental



La Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur (FRIDE) publie une étude intitulée "Is the EU's Eastern Partnership promoting Europeanisation?" dans laquelle elle souligne l'échec de cette politique à engager des réformes concrètes sur le terrain. Les auteurs soulignent pourtant que les bonnes relations avec les pays du voisinage immédiat constituent pour l'Union européenne un atout considérable dans un monde où de nouveaux acteurs politiques émergent et où l'UE doit repenser son rôle... [Lire la suite](#)

Diplomatie

Le Finnish Institute of International Affairs a publié le 23 septembre



une étude sur la difficile mise en place d'une représentation extérieure de l'Union européenne ("Swimming in murky waters: Challenges in developing the EU's external representation"). L'auteur souligne la complexité de cette mise en œuvre du fait notamment d'une hésitation sur l'acteur à représenter (l'Union ou les Etats membres), mais aussi d'une confusion entre les compétences internationales de cette représentation et celles des autres institutions européennes... [Lire la suite](#)

La Turquie est-elle un Etat voyou ?



Dans un article publié le 28 septembre, Daniel Pipes estime que la Turquie, qui affiche pourtant une certaine stabilité dans le contexte du Printemps arabe, menace de se transformer en Etat voyou et ainsi de contribuer aux conflits régionaux. Plusieurs raisons le poussent à cette analyse. Au niveau politique, l'effacement de l'armée traditionnellement laïque au profit des hommes politiques islamistes s'ajoute à une opposition inaudible. Au niveau économique, la Turquie fait face à des difficultés croissantes, en raison d'un manque de crédits et d'une politique déficitaire, car électoraliste. Au niveau géopolitique, la Turquie ne fait rien pour apaiser les relations tendues avec ses voisins, que ce soit en menaçant de boycotter l'Union européenne lors de la présidence chypriote, ou en provoquant Israël et la minorité kurde, au risque de dresser contre elle un front anti-turc. Avec l'Iran, la Turquie pourrait donc constituer un facteur d'instabilité majeur dans la région... [Lire la suite](#)

Publication :

"La révolution arabe : 10 leçons sur le soulèvement démocratique"



Ancien diplomate, professeur associé à Sciences-Po Paris, spécialiste du monde musulman, Jean-Pierre Filiu publie aux éditions Fayard un ouvrage intitulé "La Révolution arabe, dix leçons sur le soulèvement démocratique"... [Lire la suite](#)

Les défis de l'Europe verte



Bernard Bourget a publié aux éditions 'L'Harmattan' un ouvrage intitulé "Les défis de l'Europe verte", dans lequel il analyse les nouveaux enjeux de la politique agricole commune, née il y a un demi-siècle et en passe d'être profondément réformée. La PAC doit faire face à de nouveaux défis : la sécurité alimentaire, le changement climatique, la préservation de la biodiversité et la gestion de l'eau... [Lire la suite](#)

Culture :

"Pompéi : un art de vivre"



Le Musée Maillol à Paris présente jusqu'au 12 février l'exposition "Pompéi - Un art de vivre". Une "domus pompeiana", une maison pompéienne, sera évoquée dans ses pièces les plus célèbres et traditionnelles: l'atrium, le triclinium et la culina, le peristyle autour du jardin, le balneum, le venereum. Chaque pièce sera ornée de fresques et de ses objets. Deux cents œuvres venant de Pompéi et d'autres sites vésuviens seront ainsi présentées... [Lire la suite](#)

Expo/Berlin



Une exposition sur Pergame, qui montre une gigantesque vue panoramique de l'ancienne cité grecque d'Asie mineure à l'époque de l'empereur romain Hadrien, s'est ouverte le 30 septembre. Pendant un an, les visiteurs du musée de Pergame, l'un des plus célèbres musées berlinois de l'île aux Musées de la capitale allemande, vont pouvoir admirer, d'une tour placée au centre d'une pièce, des images de la ville reconstituée en 129 après Jésus Christ, d'une hauteur de 24 mètres et sur une longueur de 103 mètres... [Lire la suite](#)

Expo/Degas



Jusqu'au 11 décembre, le "Royal Academy of Arts" à Londres consacre une exposition à Edgar Degas: "Degas and the ballet : Picturing Mouvement". L'exposition montre le développement de l'imaginaire de l'artiste lié au ballet, tout au long de sa carrière, partant d'une approche documentaire au début des années 1870, pour aller vers une expressivité plus sensuelle dans ses dernières années... [Lire la suite](#)

Expo/Berlin-Varsovie



Jusqu'au 9 janvier le Martin-Gropius Bau et le "château du roi" de Varsovie présentent à Berlin l'exposition "Porte à porte - Pologne - Allemagne - 1000 ans d'art et d'histoire" ("Tür an Tür - Polen - Deutschland - 1000 Jahre Kunst und Geschichte). L'exposition montre les chefs-d'œuvres comme le portrait d'Albert de Brandenburg de Lucas Cranach, des tableaux du 17ième siècle de Gdansk, mais aussi beaucoup d'œuvres des artistes contemporains... [Lire la suite](#)

Expo/Baselitz



Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris organise une exposition consacrée aux sculptures de l'artiste allemand Georg Baselitz (né en 1938). L'exposition propose une lecture rétrospective d'un des aspects de l'œuvre de l'artiste peu montré en France. Une quarantaine de sculptures en bois peint exécutées entre 1979 et 2010 montrent le cheminement de Baselitz qui a contribué au renouvellement du langage de la sculpture d'aujourd'hui... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



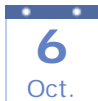
3 octobre
Luxembourg
Réunion de l'eurogroupe

Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs



4 octobre
Luxembourg
Conseil Economie et finances

Sommet UE-Brésil



6 octobre
Conseil des gouverneurs de la BCE



6 -7 octobre
Conseil Transports



9 octobre
Elections législatives en Pologne



10 octobre
Conseil Environnement



10-11 octobre

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Venise Ollivier, Julian Schorpp, Jan Wilker

Rédacteur en chef : Pauline Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}